

**PROVINCE DE QUEBEC
MRC LES MASKOUTAINS
MUNICIPALITE DE SAINT-VALERIEN-DE-MILTON**

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2020-192

**DÉCRÉTANT LES TAUX DE TAXES ET LES DIFFÉRENTS TARIFS POUR
L'EXERCICE FINANCIER 2021**

ARTICLE 1. TAXES FONCIÈRES ET TAUX PARTICULIERS

Le taux de base est fixé à 0,60\$ pour chaque 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 1.1 Taux particulier à la catégorie résiduelle

Conséquemment, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à la somme de 0,60\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 1.2 Taux particulier à la catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles de 6 logements ou plus est fixé à la somme de 0,60\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 1.3 Taux particulier à la catégorie des immeubles industriels

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à la somme de 0,97\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 1.4 Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à la somme de 0,97\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 1.5 Taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à la somme de 0,60\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 1.6 Taux particulier à la catégorie des entreprises agricoles enregistrées

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des entreprises agricoles enregistrées (EAE) desservis est fixé à la somme de 0,56\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

ARTICLE 2. TAXES SPÉCIALES

2.1 Taxes spéciale – Travaux de réhabilitation et de pose de bitume sur le chemin Laroque

Une taxe foncière spéciale de 0.01999734\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2021, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2009-11 concernant les travaux de réhabilitation et de pose de bitume sur le chemin Laroque.

2.2 Taxes spéciale – Travaux de réhabilitation du 9^e rang et de la pose de bitume sur le 11^e rang, grande ligne et rue Principale

Une taxe foncière spéciale de 0.0504951\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2021, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2012-54 concernant les travaux de réhabilitation du rang 9 et de pose de bitume sur les rangs 11, Grande ligne et rue Principale.

2.3 Taxes spéciale – Travaux de pose de bitume sur les rues du secteur Leclerc et pour la réfection du barrage Georges Maurice

Une taxe foncière spéciale de 0.0014954\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2021, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2013-74 concernant les travaux de pose de bitume sur les rues du secteur Leclerc et pour la réfection du barrage Georges Maurice.

2.4 Taxes spéciale Travaux de pose de bitume sur le petit 10^e rang et rang de L'Égypte

Une taxe foncière spéciale de 0.006213\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2021, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2015-99 concernant les travaux de pose de bitume sur le Petit 10^e rang et rang de l'Égypte.

ARTICLE 3. COMPENSATION

3.1 Compensation pour l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, de la station de pompage et de l'entretien du réseau d'égout

Pour pourvoir au paiement des dépenses à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, de la station de pompage de même qu'à l'entretien du réseau d'égout, il est exigé et il sera prélevé, pour l'année 2021, de chaque propriétaire d'un immeuble raccordé au réseau d'égout, une compensation applicable à chaque immeuble dont il est propriétaire de 405.00\$ par unité, le nombre d'unités ou de partie d'unité attribuée à un immeuble est celui établi dans le document intitulé « tableau d'équivalence » joint au présent règlement pour en faire partie intégrante comme Annexe A.

Dans le cas des immeubles non imposables, la valeur attribuée à ces immeubles, tel qu'indiqué dans l'Annexe A, est payable à même le fonds général.

3.2 Compensation pour le service de vidange des installations septiques

Afin de pourvoir au paiement des frais occasionnés par le service de vidange des installations septiques, il est par le présent règlement, imposé et sera exigé, pour l'année 2021, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la municipalité, visé par le programme régional de vidange des installations septiques, une compensation fixée selon la catégorie à laquelle appartient son immeuble selon ce qui suit :

- | | |
|---|-----------------|
| • Vidange en saison régulière | 83\$ / an |
| • Vidange « chalet » | 41.50\$ / an |
| • Vidange hors saison (<i>frais en supplément des frais de vidange</i>) | 43\$ / vidange |
| • Vidange supplémentaire | 166\$ / vidange |
| • Vidange supplémentaire hors saison | 209\$ / vidange |

3.3 Compensation pour les services de collecte, de transport et d'élimination des déchets domestique

Afin de pourvoir au paiement des dépenses relatives au service de collecte, de transport et d'élimination des déchets domestique, il est par le présent règlement imposé et sera exigé pour l'exercice financier 2021, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la municipalité, une compensation dont le tarif est fixé selon la catégorie à laquelle appartient l'immeubles selon ce qui suit :

Immeuble résidentiel :

- 5 unités de logements et moins : 102\$ / Unité d'occupation
- 6 unités de logement et plus : 102\$ / Bac
- Chalet (desservi 6 mois ou moins par année) 102\$ / Chalet
- Exploitation agricole enregistrés, avec unité d'occupation 102\$ / Unité d'occupation
- Exploitation agricole enregistrés, sans unité d'occupation 0\$
- Unité de logement de l'Île Lemay 0\$

(5 matricules : du matricule 6347-12-5704-001 au 6347-12-5704-005 inclusivement)

Établissement industriel, commercial ou institutionnel :

- 102\$ / Bac

3.4 Compensation pour le service de collecte sélective des matières recyclables

Afin de pourvoir au paiement des dépenses relatives au service de collecte sélective des matières recyclables, il est par le présent règlement imposé et sera exigé pour l'exercice financier 2021, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la municipalité, une compensation fixée selon la catégorie à laquelle appartient l'immeubles selon ce qui suit :

Immeuble résidentiel :

- 5 unités de logements et moins : 40\$ / Unité d'occupation
- 16 unités de logement et plus : 40\$ / Bac
- Chalet (desservi 6 mois ou moins par année) 40\$ / Chalet
- Exploitation agricole enregistrés, avec unité d'occupation 40\$ / Unité d'occupation
- Exploitation agricole enregistrés, sans unité d'occupation 0\$
- Unité de logement de l'Île Lemay 0\$

(5 matricules : du matricule 6347-12-5704-001 au 6347-12-5704-005 inclusivement)

Établissement industriel, commercial ou institutionnel :

- 40\$ / Bac

3.5 Compensation pour le service de collecte, de transport et d'élimination des matières organiques

Afin de pourvoir au paiement des dépenses relatives au service des matières organiques, il est par le présent règlement imposé et sera exigé, pour l'exercice financier 2021, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton, une compensation dont le tarif est fixé selon la catégorie à laquelle appartient l'immeubles selon ce qui suit :

Immeuble résidentiel :

- 5 unités de logements et moins : 81\$ / Unité d'occupation
- 6 unités de logement et plus : 81\$ / Bac
- Chalet (desservi 6 mois ou moins par année) 81\$ / Chalet
- Exploitation agricole enregistrés, avec unité d'occupation 81\$ / Unité d'occupation
- Exploitation agricole enregistrés, sans unité d'occupation 0\$
- Unité de logement de l'Île Lemay 0\$

(5 matricules : du matricule 6347-12-5704-001 au 6347-12-5704-005 inclusivement)

Établissement industriel, commercial ou institutionnel :

- 81\$ / Bac

ARTICLE 4. DATE DES VERSEMENTS ET EXIGIBILITÉ

Les paiements desdits comptes de taxes et tarifications sont payables en quatre (4) versements égaux, si le total du compte excède 300\$.

Les dates de versements sont établies suivants les dispositions de l'article 252 et suivants de la loi sur la Fiscalité municipale, Soit :

- La date d'exigibilité du versement unique ou le 1^{er} versement, est le trentième (30^e) jours qui

- suivent l'envoi du compte;
- Le 2^e versement devient exigible quarante-cinquième (45) jours suivant la date du premier versement;
 - Le 3^e versement devient exigible quarante-cinquième (45) jours suivant la date du deuxième versement;
 - Le 4^e versement devient exigible soixantième (60) jours suivant la date du troisième versement.

Le paiement des taxes en quatre (4) versement sans intérêts est un privilège. Le paiement en retard de l'un ou l'autre des versements aura pour conséquence de priver le propriétaire de ce privilège.

ARTICLE 5. TAUX D'INTÉRÊT

Le Conseil décrète qu'à l'expiration du délai prévu pour chacun des versements, seul le versement échu est exigible et porte intérêt à compter de cette date, s'il en demeure impayé.

Le taux d'intérêt applicable est fixé à 12% par année. Ce taux s'applique également à toutes créances impayées avant l'adoption de la résolution ou le cas échéant, la date d'entrée en vigueur du règlement annuel d'imposition des taxes.

ARTICLE 6. Frais d'administration

Des frais d'administration de 25\$ deviennent exigibles et sont réclamés au tireur du chèque ou de l'ordre lorsqu'un chèque ou un autre ordre de paiement est remis à la Municipalité, et que le paiement de celui-ci en est refusé par le tiré et ce, en sus de toutes taxes, de tous tarifs ou de tout autre frais décrétés par le présent règlement.

ARTICLE 7. Tarif de location de salle

Les tarifs pour l'exercice 2021 concernant la location de salle au Centre communautaire, situé au 1384 de la rue Principale ou du Chalet des Loisirs situé au 1512 chemin de Roxton à Saint-Valérien-de-Milton sont chargés comme suit aux demandeurs :

CENTRE COMMUNAUTAIRE	RÉSIDENTS	NON-RÉSIDENTS
• Salle	300\$	400\$
• Salon funéraire (incluant la salle)	350\$	450\$
CHALET DES LOISIRS	RÉSIDENTS	NON-RÉSIDENTS
• 1 journée ou fraction de journée	150\$	250\$
<u>LOCATION D'UNE SALLE POUR UN ORGANISME</u>		
CENTRE COMMUNAUTAIRE	RÉSIDENTS	NON-RÉSIDENTS
• S'il y a un droit d'entrée.	125\$	215\$
• Tarif mensuel pour la FADOQ	115\$	

ARTICLE 8. FRAIS DE TRANSCRIPTION ET DE REPRODUCTION

Les frais exigibles pour la transcription et la reproduction d'un document détenu par un organisme municipal sont les suivants :

- a) 15,00\$ pour un rapport d'événement et d'accident;
- b) 5,00\$ pour une copie du plan général des rues ou de tout autre plan;
- c) 0,25\$ par unité d'évaluation pour une copie d'un extrait du rôle d'évaluation;
- d) 0,25\$ par page pour une copie de règlement municipal, ce montant ne pouvant excéder la somme de 35\$;
- e) 3,00\$ pour une copie du rapport financier;
- f) 0,01\$ par nom pour la reproduction de la liste des électeurs ou des personnes habiles à voter lors d'un référendum;
- g) 0,01\$ par nom pour la reproduction de la liste des contribuables ou habitants;
- h) 1,00\$ pour une page photocopiée d'un document autre que ceux qui sont énumérés aux paragraphes a à g;
- i) 25,00\$ pour une confirmation, attestation ou reproduction d'un document expédié par voie de courrier, de télécopie ou par voie électronique (courriel).

- k) 50.00\$ de surcharge pour déplacement inutile selon l'article 2 du règlement de 2011-47 relativement à la vidange de fosses septiques.
- L) Fax local : 3.00\$ Longue distance : 5.00\$

ARTICLE 9. BACS

Pour tout remplacement de bacs appartenant à la municipalité (vert et brun) par faute de négligence de l'utilisateur, vol, bris, vandalisme et compte tenu que les bacs sont propriétés de la municipalité, l'utilisateur devra rembourser à la municipalité le coût d'achat de cette dernière pour en obtenir un autre.

ARTICLE 10 PRÊT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE

Pour tout remplacement de tablettes informatique appartenant à la municipalité par faute de négligence de l'utilisateur, vol bris, vandalisme et compte tenue que les tablettes sont la propriété de la municipalité, l'utilisateur devra rembourser la municipalité le coût d'une tablette équivalente.

ARTICLE 11. PRÉSEANCE

Les tarifs mentionnés au présent règlement s'appliquent pour l'exercice financier 2021. Ils ont préséance et annulent tout autre tarif différent de ceux énoncés au présent règlement.

ARTICLE 12 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi mais n'a effet qu'à compter

Adopté à Saint-Valérien-de-Milton ce

Daniel Paquette
Maire

Caroline Lamothe
Directrice générale et secrétaire trésorière

Avis de motion : 7 décembre 2020
Dépôt du projet de règlement : 7 décembre 2020
Adoption :
Publication :
Entrée en vigueur :